



Côte d'Ivoire

CRISE POST ÉLECTORALE 2010-2011

REVUE DE PRESSE

THÉMATIQUE : « **NATIONALISME** et **ETHNIES** »

Compilée par Éric Messier, PNUD, Unité Post-crise, Abidjan / Dakar
info@ericmessier.com (ancien courriel : Eric.messier@undpaffiliates.org)

Remarques :

- Cette revue de presse couvre les faits saillants de l'actualité à propos des élections présidentielles, surtout le 2^e et dernier tour, soit à **partir du 15 novembre 2010, avec la thématique « NATIONALISME »**.
- Elle est compilée à partir d'un total de **plusieurs centaines de pages** de revues de presse.
- Les **surlignés jaune** sont réservés aux dates (de parution de la nouvelle)
- La majorité des titres sont **cliquables**
- Remarquer les **signets** (voir colonne de gauche du PDF)

LUNDI 15 NOVEMBRE 2010

L'Intelligent d'Abidjan - « **Nous dénonçons l'incapacité de l'ONUCI à superviser les élections** »

EXTRAITS : Le président de la coalition pour le changement Touré Mamadou a tenu un point de presse le 12 novembre au siège du rassemblement des républicains (RDR) à Cocody pour faire le bilan du premier tour des élections. Selui lui, « Young-Jin Choï a déclaré que les anomalies constatées au cours du premier tour des élections ne sont pas assez grandes pour douter de sa crédibilité. Selon le président de la coalition cette déclaration cache l'incapacité de l'ONU à superviser ces élections, quand on sait que des personnes ont eu des difficultés à aller voter et que des procès verbaux ont été transportés par le Cecos par manque de transport, d'où la tricherie dans les PV. Le journaliste conclut : « Pour l'Afrique, la défaite de Gbagbo sera le triomphe des partisans de la servitude de l'Afrique par les puissances occidentales. »

Nouveau Réveil (Tendance PDCI) - « **Nous mettons en garde le FPI qui veut entrainer la Côte d'Ivoire vers un autre Rwanda** »

Gbagbo et la Refondation nient les exactions sur les populations baoulé dans l'ouest de la Côte d'Ivoire suite au premier tour de l'élection présidentielle. Hier, au siège du PdcI Rda, l'Association des élus et cadres baoulé du Grand centre a tenu à prendre à témoin l'opinion nationale et internationale sur les meurtres et les destructions de biens perpétrés par les pro-Gbagbo.

JEUDI 3 DÉCEMBRE 2010

APO - **Déclaration du Procureur adjoint de la CPI**

« Le Bureau du Procureur de la CPI observait attentivement la situation en Côte d'Ivoire avant la tenue des élections présidentielles du 28 novembre et continue de le faire. Compte tenu des récents affrontements et des violences post électorales, j'exhorte les partisans des deux candidats et les forces de sécurité à s'abstenir de toute violence. J'encourage les deux leaders politiques à faire appel à leurs militants et leurs concitoyens à faire preuve de retenue et d'éviter tout acte criminel. J'invite les autorités ivoiriennes à enquêter sur les incidents criminels qui se sont déjà produits. Tous les actes de violence seront surveillés et minutieusement examinés de près par le Bureau en vue de déterminer si des crimes relevant de la compétence de la Cour sont commis et devraient justifier une enquête. » Fatou **Bensouda**, Procureur adjoint de la CPI

LUNDI 6 DÉCEMBRE 2010

France 24 - « **Napoléon Gbagbo autocouronné** »

Les articles critiques ne manquent pas. Dans **Le nouveau Réveil**, on peut lire : « Il se prenait, tantôt pour Soudjata, tantôt pour Moïse, tantôt pour le roi David. Le voici maintenant dans la peau de Napoléon Bonaparte. Comme lui, Laurent Gbagbo s'est couronné tout seul le samedi 4 décembre en compagnie de quelques comparses et en présence de seulement trois ambassadeurs, ceux d'Angola, du Liban, et d'Afrique du Sud. Et en l'absence notable de Mamadou Koulibaly, le président de l'Assemblée nationale. »

La Charente Libre - **Le nationalisme sur fond d'ivoirité**

La Charente Libre renchérit : « en s'accrochant au pouvoir, Gbagbo a rallumé la mèche ravivant tous les démons qui minent la Côte d'Ivoire depuis le décès d'Houphouët-Boigny en 1993. Il relance ses partisans sur les thèmes xénophobes et populistes qui ont assuré son maintien. »

MARDI 7 DÉCEMBRE 2010

RFI - Contrôle des médias

Après l'interdiction d'émettre des radios et télévisions internationales, les journaux proches de Ouattara pourraient être interdits. Tous les journaux qui ne traitent pas Laurent Gbagbo comme le seul et légitime président élu pourraient subir les sanctions de la loi. Des précisions supplémentaires avec Le Nouveau Réveil, le journal du PDCI, qui pourrait donc être visé par cette mesure : « le procureur Tchimou veut fermer les journaux proches du RHDP », s'exclame-t-il. Pour Le Nouveau Réveil, non seulement les journaux en question pourraient être fermés, mais les journalistes pourraient être aussi arrêtés. Commentaire du journal : « ONUCI FM est brouillée, les chaînes de télévision étrangères sont interrompues. Il ne restait que la presse écrite pour apporter la contradiction et rétablir la vérité. Comme on le voit, la machine de répression du camp Gbagbo est en marche. (...) La propagande est devenue l'outil nécessaire pour confisquer le pouvoir perdu dans les urnes. »

MERCREDI 8 DÉCEMBRE 2010

Alert Net - Hundreds flee Ivory Coast as political deadlock drags on - UNHCR

About 1000 people have fled Ivory Coast into neighbouring Liberia since the second round of a disputed presidential ballot in the West African country, according to an official from the U.N. refugee agency (UNHCR). Ibrahima Coly, the head of UNHCR in Liberia said an average 100 people, mostly women and children, had crossed the border every day on foot and in rafts. They also managed the crossing during the four-day period when the Ivorian authorities sealed land, air and sea borders. The Ivorian refugees, who come from both government and former-rebel controlled areas of western Ivory Coast, say they had been threatened by supporters from the opposition and government camps. The refugees, mainly from Danane, some 640 km (400 miles) from Ivory Coast's capital, Abidjan, and Guiglo, 515 km (320 miles) from the capital, are living with host families in Liberia's Nimba County.

LUNDI 13 DÉCEMBRE 2010

Notre Voie (pro-Gbagbo) - Tentatives de déstabilisation : le gouvernement dénonce des diplomates occidentaux

Le gouvernement ivoirien a dénoncé, dans un communiqué lu au journal de 20 h sur la Première, l'immixtion de certains diplomates occidentaux et membres d'organisations internationales accréditées à Abidjan, dans les affaires intérieures de l'État de Côte d'Ivoire, pour remettre en cause les décisions officielles des institutions nationales compétentes. Ils cherchent ainsi à déstabiliser le pays.

RFI - Accusations d'ingérence française

Une accusation d'ingérence catégoriquement a été rejetée le 12 décembre par le nouveau ministre français de la Coopération, Henri de Raincourt, qui s'exprimait à Bobo Dioulasso. « Chaque camp fait les déclarations qu'il souhaite, les faits sont là : il n'y a aucune preuve, sous aucun prétexte, d'une ingérence quelconque de la France dans la politique intérieure de la Côte d'Ivoire. La politique intérieure de la Côte d'Ivoire, elle appartient aux Ivoiriens. Et justement, ceux-ci se sont prononcés. »

JEUDI 23 DÉCEMBRE 2010

AFP - Gbagbo résiste aux pressions

Laurent Gbagbo a réaffirmé mercredi qu'il « résistait » aux pressions internationales lui demandant de céder le pouvoir à son rival Alassane Ouattara, évoquant une « lutte indispensable » pour libérer l'Afrique. « C'est le sacrifice que nous faisons aujourd'hui qui vous permettra de vivre demain tranquillement et j'en suis fier », a lancé M. Gbagbo à des jeunes d'une dizaine de pays africains réunis au palais présidentiel d'Abidjan. De leur côté, les « femmes patriotes », farouches militantes pro-Gbagbo, ont appelé à « résister » à la communauté internationale, parlant d'un « complot contre la Côte d'Ivoire ourdi par la France ».

LUNDI 27 DÉCEMBRE 2010

L'Intelligent d'Abidjan (Tendance FPI) - Médiation CEDEAO : trois présidents non anti-Gbagbo

Demain mardi, trois chefs d'État arrivent à Abidjan, non pour demander le départ de Gbagbo, mais pour éviter la guerre. La Cedeao a voulu montrer que la sous-région parle un seul et même langage. Ainsi Yayi **Boni** (Bénin) le francophone, Pedro **Pires** (Cap-Vert) le lusophone et Ernest **Koroma** (Sierra Leone) l'anglophone ont été choisis pour cette mission.

MERCREDI 29 DÉCEMBRE 2010

Le Patriote - **L'ex-chef de l'État Gbagbo prépare soigneusement sa rébellion dans l'ouest du pays**

C'est Toulepleu, ville frontalière avec le Libéria, qui a été choisie comme fer de lance de ce mouvement insurrectionnel. Les centaines de mercenaires recrutés par l'ex-sous-préfet militaire de Toulepleu, le lieutenant Oulaï Delafosse et Paul Dokui, agent de la radio nationale, et convoyés sur Abidjan sont revenus le 30 décembre 2010 à Toulepleu. Et depuis d'autres mercenaires affluent pour grossir les rangs. Les ex-combattants de cette région sont de nouveau enrôlés avec un pécule de 200 000 FCFA par personne.

JEUDI 30 DÉCEMBRE 2010

AFP - **L'ONU a dénoncé des « appels à la haine »** de la RTI contre sa mission, exprimant « son indignation » devant ses « manoeuvres destinées à inciter une partie de la population à la haine pour l'empêcher de se concentrer sur son travail au service du peuple ivoirien ».

IRIN - **30000 refugees arriving in Liberia**

NGOs working in northeastern **Liberia** say many of the **30,000 refugees** arriving from neighbouring Côte d'Ivoire are reporting widespread violence and intimidation from both Ivoirian government troops and soldiers from the former rebel Forces Nouvelles operating in the west. Waines said it was clear that there had been serious outbreaks of violence in the border areas. There was strong evidence of large-scale recruitment of Liberian nationals, with ex-combatants from the former Movement for Democracy in Liberia (MODEL) joining pro-Gbagbo Ivoirian units. More than 400,000 people could be forced from their homes if major fighting breaks out, Save the Children's country director Guy Cave said.

La Dépêche d'Abidjan – RFI - **Les avocats français Jacques Vergès et Roland Dumas recrutés par Gbagbo**

Les avocats français Jacques Vergès et Roland Dumas, ancien président du Conseil constitutionnel et ex-ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand, se sont rendus à Abidjan ce 30 décembre pour s'entretenir avec leur client Laurent Gbagbo. « Qu'est-ce qui autorise le gouvernement français à intervenir dans une querelle électorale en Côte d'Ivoire? Le temps de la colonisation et des juges de paix à compétence étendue est terminé », a déclaré Me Vergès à son arrivée. « Tout le monde n'est pas d'accord dans la communauté internationale. Elle se résume à quelques personnalités qui décrochent le téléphone et qui se mêlent de tout et dont on va examiner le cas », a déclaré Roland Dumas. Dans nombre d'entreprises, cette situation de mésentente et de méfiance vis-à-vis de l'autre est loin d'aider ces entreprises. Ils proposent un recomptage des voix du scrutin présidentiel du 28 novembre pour départager le sortant et son rival.

VENDREDI 31 DÉCEMBRE 2010

U.N. News Service - **Warnings against the risks of genocide**

Special Rapporteur Christof Heyns cited the number of reported extrajudicial, summary or arbitrary executions and reiterated warnings against the risks of genocide, war crimes and crimes against humanity. Special Rapporteur on violence against women Rashida Manjoo cited allegations of sexual violence committed by armed men and called on all parties to do their utmost to prevent such abuses.

SAMEDI 1^{er} JANVIER 2011

RFI - **Inquiétude de l'ONU, impatience de Ouattara**

À New York, Francis Deng, le conseiller spécial de l'ONU pour la prévention des génocides, s'est déclaré ce 30 décembre 2010 « très inquiet » de la situation en Côte d'Ivoire, mettant en garde le président sortant Laurent Gbagbo qui refuse de quitter le pouvoir. Tandis que sur le terrain, une patrouille de l'ONUCI a essuyé des tirs à Abidjan hier mercredi.

AFP - **Intervention en Côte d'Ivoire : un vrai défi pour l'Afrique de l'Ouest**

Une éventuelle intervention militaire de l'Afrique de l'Ouest en Côte d'Ivoire pour chasser le président sortant Laurent Gbagbo semble bien plus difficile à réussir que les précédentes interventions en Sierra Leone et au Libéria contre des chefs de guerre, estiment les experts.

DIMANCHE 2 JANVIER 2011

L'Expression - Le Monde - **Charles Blé Goudé a demandé aux partisans de se tenir prêts**

Charles Blé Goudé, leader des « jeunes patriotes », a demandé aux fervents partisans de Laurent Gbagbo de se tenir prêts à prendre d'assaut sans armes et à « mains nues », après le 1^{er} janvier, l'hôtel du Golf où est retranché Ouattara et son gouvernement. La sécurité du Golf est assurée par d'ex-rebelles des Forces Nouvelles (FN) de Soro et par quelque 800 soldats de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) qui en assurent également le ravitaillement par hélicoptère.

MARDI 4 JANVIER 2011

BBC - UN points to Ivory Coast 'extra-judicial killings'

The UN says it has been blocked from investigating alleged abuses. The UN official investigating alleged abuses in Ivory Coast after a disputed election says he has evidence of extra-judicial killings. Simon Munzu told the BBC his staff had verified some cases, while others were reported by families. But he said a campaign of intimidation by incumbent President Laurent Gbagbo's supporters appeared to have receded. The UN has also expressed concern that some of the **homes of opponents to Mr Gbagbo have been marked** to identify the ethnicity of their occupants, indicating signs the country could be heading for ethnic violence.

Source? - « **L'ONU fera tout pour accéder aux sites où se trouveraient des charniers** »

Ce sont les termes d'un communiqué de presse de l'ONU repris par l'AFP dimanche et qui montre que le « machin » comme baptisé par le Général de Gaulle est décidé à fabriquer un charnier pour le mettre sur le dos du président Gbagbo qu'il ne veut plus voir. Selon la dépêche, l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) « a reçu pour instruction de faire tout ce qui est possible pour accéder aux zones affectées, à la fois pour la prévention et pour enquêter et établir les infractions, de sorte que ceux qui sont responsables soient tenus responsables ».

RFI - Message ferme du Haut commissariat aux droits de l'homme à Laurent Gbagbo

C'est un avertissement d'une extrême fermeté que le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme adresse à Laurent Gbagbo et aux membres de son état-major. Mme Navi Pillay, dans une série de messages individuels, dit les tenir pour responsables de tout acte contraire aux règles humanitaires et aux droits de l'homme.

MERCREDI 5 JANVIER 2011

Le Patriote - « Le temps n'est pas le bon allié de Gbagbo »

Sidiki Konaté, ancien ministre du Tourisme : « Le temps n'est pas le bon allié de M. Gbagbo. On n'est plus dans la situation de 2002, avec la guerre entre M. Gbagbo et les Forces Nouvelles. Ici, il s'agit d'un problème clair et précis : il y a eu une élection démocratique. Les Ivoiriens ont élu leur président en la personne de M. Alassane Ouattara. M. Gbagbo refuse de reconnaître sa défaite et s'agrippe au pouvoir par des faux arguments, avec le soutien d'une petite frange de l'Armée. La légitimité est cette fois du côté du président Alassane Ouattara. »

« Le problème que nous vivons n'est pas **un problème entre des religions ou des ethnies**. Des gens cherchent par faute d'arguments à entraîner les Ivoiriens sur ce terrain. Mais leur action restera vaine. Car il y a eu autant de chrétiens, de musulmans que d'animistes qui ont voté le président de la république Alassane Ouattara. »

« Il ne peut y avoir de guerre civile en Côte d'Ivoire. C'est Gbagbo qui brandit cette thèse aux Occidentaux pour leur faire peur, afin de provoquer un statu quo où il pourra se maintenir par de faux arrangements internationaux. C'est lui au contraire qui mène une guerre civile contre des populations civiles en ordonnant aux mercenaires d'exécuter des populations sélectionnées **sur des bases politiques et ethniques**. Mais le jour où on obtient le départ de M. Gbagbo, vous verrez que tout ça va s'arrêter. »

JEUDI 6 JANVIER 2011

L'intelligent d'Abidjan - « L'ONU devrait rester en dehors de la Côte d'Ivoire » (Russie)

Le ministère des affaires étrangères russe est contre le conseil de sécurité de l'ONU dans son interférence dans la résolution des problèmes internes à la Côte d'Ivoire, a dit le ministre russe des affaires étrangères Sergei Lavrov. Il note que la situation en Côte d'Ivoire pourrait avoir des impacts sur tout le continent dans son ensemble. « Nous sommes tous pour que les pays africains s'unissent et travaillent à trouver des arrangements qui pourraient directement déboucher sur une situation politique. »

LUNDI 10 JANVIER 2011

Soir Info (Tendance FPI) - Affrontements interethniques à Duékoué : il faut s'en méfier

Les affrontements ethniques qui ont cours à Duékoué depuis le lundi 3 janvier 2011 inquiètent les Ivoiriens et la Communauté internationale. D'une histoire de coupeurs de route qui ont attaqué un véhicule de transport, et qui ont fait un mort, l'on en est depuis quelques jours, à de violents affrontements entre les autochtones Wê et les allochtones Malinké, qui ont fait 34 morts, 72 blessés et plusieurs dégâts matériels. La situation, bien que calme depuis hier 9 janvier 2011, demeure encore volatile

Le Patriote (Tendance RDR) - Duékoué : Autochtones et allogènes font la paix

L'heure est à l'apaisement. Les autochtones Guérés et allogènes Malinké qui ont eu des rixes sanglantes et meurtrières, la semaine dernière dans la localité de Duékoué – Ouest de la Côte d'Ivoire – sont parvenus à vider le contentieux et à apprendre, à nouveau, à vivre en bonne intelligence, comme par le passé.

MERCREDI 12 JANVIER 2011

IRIN Africa - Warnings from the west (Ndolam Ngokwey)

«Everyone agrees that the population should not become hostages of Côte d'Ivoire's political problems," UN Humanitarian Coordinator Ndolam Ngokwey told IRIN after returning to Abidjan from a two-day mission to the west with the UN's Humanitarian Country Team (HCT). The mission's main focus was on assessing the needs of thousands of Ivoirians who have abandoned their homes in the face of rising tensions in the west, particularly around the town of Duékoué, the scene of fierce inter-communal clashes earlier this month. ... Ngokwey said it was crucial that current concerns were addressed and contingency plans put into action.

Le Patriote (RDR) - Les textes qui fondent l'action militaire de la CEDEAO

« L'actualité en Côte d'Ivoire est depuis quelques jours, marquée par le déploiement ou non de la force légitime de la CEDEAO en Côte d'Ivoire. Une action militaire que mènerait la communauté ouest-africaine pour mettre fin au brigandage de Laurent Gbagbo qui refuse de partir malgré sa défaite à l'élection. Depuis, le sujet est inversement interprété selon le camp dans lequel on se trouve. Certains, peu informés certainement, vont jusqu'à parler d'ingérence et de souveraineté. Pourtant, l'action de l'envoi de la force militaire est plus que fondée. Et les textes de la CEDEAO le stipulent assez clairement. L'article 3 du Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la Paix et de la sécurité du 10 décembre 1999 le dit sans ambages. Cette disposition charge également « les États membres de la CEDEAO de gérer et résoudre les conflits internes et conflits entre États ».

JEUDI 13 JANVIER 2011

Jeune Afrique N°2609, 9-15 janvier 2011 - Mise au point (extraits)

Qu'ont dit les trois présidents ouest-africains et le Premier ministre kenyan à Laurent Gbagbo?

La cordialité affichée le 3 janvier entre Laurent Gbagbo et les trois chefs d'État (Bénin, Sierra Leone, Cap-Vert), accompagnés, du Premier ministre kényan Raila Odinga, n'a pas éludé la question de fond. « Tu dois partir, quitte à revenir. C'est cela la démocratie », a lancé Boni Yayi (Bénin) « Il n'y a rien à négocier, si ce n'est l'amnistie de Gbagbo et de ses proches. C'est le prix de la paix », ont ajouté les trois présidents envoyés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Pourquoi l'Union africaine a-t-elle choisi Raila Odinga?

Le parcours du Premier ministre kényan explique sans doute pour beaucoup le choix de l'Union africaine (Ua), dont la paternité reviendrait à Jean Ping, le président de la Commission. (...) Le message est donc simple. Odinga s'est sacrifié pour partager le pouvoir avec un président battu ; or ça ne marche pas. Commentaire d'un diplomate ouest-africain : « Il n'y a pas mieux qu'Odinga pour expliquer à Gbagbo que la solution à la kényane ne peut pas s'appliquer à la Côte d'Ivoire ».

Quel est le jeu de Paris?

« En termes de légitimité, il est toujours préférable que les Africains soient devant, confie un décideur à Paris. En plus, on a la chance que la Cedeao et l'Ua soient relativement fermes. » À l'Élysée, la question est gérée au quotidien par le sherpa Jean-David Levitre, le responsable Afrique André Parant et toute la cellule diplomatique. Au Quai, elle est suivie personnellement par la ministre, Michèle Alliot-Marie.

Pourquoi Gbagbo a-t-il perdu le soutien américain? Quelle est la position d'Israël?

« Les mensonges et les fausses promesses de Gbagbo ont fini par exaspérer Obama », dit un proche du département d'État à Washington. « Et comme Obama est un homme de principes, qui plus est avec une fibre africaine... »

Côté israélien, on fait profil bas. Fini le temps où l'ambassadeur à Abidjan soutenait ouvertement Laurent Gbagbo.

du président Jacob Zuma joue-t-elle un rôle?

Celle de Jacob Zuma, non. En revanche, celle de l'ex-président Thabo M' Beki, oui. Le 5 janvier, le médiateur Sud-africain a lancé sur la chaîne Sabc : « Il ne faut surtout pas une intervention militaire en Côte d'Ivoire, car cela va déclencher une guerre civile : « En pratique, Zuma soutient la ligne pro-Ouattara de l'Ua, mais sans enthousiasme. »

Le gouverneur de la Bceao a-t-il vraiment coupé les vivres à son ami Laurent Gbagbo?

Philippe Henri Dacoury-Tabley, le gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), est dans une situation très inconfortable. Imposé par Gbagbo, il doit aujourd'hui prouver sa loyauté envers ses mandants, qui reconnaissent Ouattara. Son kit de survie? Les règles de fonctionnement de la banque, très précises. Ainsi, s'il a montré des réticences à assumer l'opération de retrait des signatures de l'administration Gbagbo avant la réunion du Conseil des ministres de l'Union monétaire, le 23 décembre, et indiqué les risques qu'il y avait à « suspendre « les comptes d'un État membre, il s'est, semble-t-il, exécuté. En effet, « toutes les opérations entre la Bceao et le trésor public ivoirien sont suspendues « assure un économiste proche du conseil d'administration de la banque. Les avoirs ivoiriens s'élevaient en décembre 2009 à 1479 milliards de FCFA (2,2 milliards d'euros). Gbagbo ne peut plus légalement compter sur ce trésor de guerre.

Combien de temps Gbagbo peut-il tenir sans la manne du pétrole et du cacao en cas d'embargo?

La stratégie d'étouffement économique commence à porter ses fruits. « Nous payons nos taxes selon la procédure normale, indiquée par le ministre de l'Économie et des Finances, Charles Koffi Diby » explique un exportateur de cacao. Explication : les versements sont déposés à la Bceao, qui reconnaît à présent la signature Ouattara. « Si Gbagbo est privé de ses recettes d'exportation et ne peut plus piocher dans ses avoirs à la Bceao, il ne pourra pas tenir plus de trois ou quatre mois, » espère un haut fonctionnaire international. Selon le Fmi, les recettes fiscales de l'État en 2009 sur le cacao se sont élevées à 325 milliards de FCFA et à 110 milliards sur le pétrole. Chaque mois, pour payer les fonctionnaires, Gbagbo doit trouver 70 milliards de FCFA.

En cas d'intervention militaire, Gbagbo pourra-t-il compter sur son armée?

La hiérarchie militaire a défilé au palais présidentiel d'Abidjan, le 4 janvier. Après l'échec de la médiation des quatre émissaires africains, Laurent Gbagbo voulait s'assurer de la loyauté de ses hauts gradés. Sur les 60 000 éléments des Forces de défense et de sécurité (Fds), il peut compter sur 4000 fidèles, richement dotés en armement, qui composent les troupes d'élite. Il s'agit notamment

des hommes du général de gendarmerie Georges Guiai Bi Poin, patron du Centre de commandement des opérations de sécurité (Cecos), du général Bruno Dogbo Blé (garde républicaine), du commandant Boniface Konan (Fusiliers marins commandos) et du colonel-major Nathanaël Brouaha Ehouman (sécurité présidentielle).

Quels sont les scénarios militaires envisagés?

Deux scénarios sont actuellement à l'étude. Le premier repose sur une opération éclair du « type Taylor ou Noriega » s'appuyant sur des forces spéciales - en partie africaines. Objectifs : Gbagbo et quelques sécuocrates du régime. « Si Laurent Gbagbo s'en va, tout cela va s'écrouler comme un château de cartes » a déclaré un diplomate ouest-africain sur RFI.

L'autre scénario, annoncé par la Cedeao, prévoit l'envoi d'une force de libération ouest-africaine - comprenant entre 3500 et 4000 hommes - composée de neuf pays, avec en tête le Nigeria. Devraient également y participer le Burkina Faso, le Sénégal, le Mali, la Sierra Léone, le Togo, le Bénin... Le financement de cette troupe, coordonnée par les chefs d'état-major nigérian et burkinabé, serait assuré par l'Union européenne et les États-Unis. Avant de partir sur le terrain, les troupes seraient rassemblées sur deux sites au Togo et au Mali. Nicolas Sarkozy a exclu toute intervention des 900 soldats français de la force Licorne.

Quelle est la position des églises catholiques et évangéliques, et des chefs musulmans?

À Abidjan, les faits et gestes du nonce apostolique, Mgr Ambroise Madtha, sont soigneusement observés. Sa visite à Laurent Gbagbo en son palais, le 11 décembre, et ses propos en faveur d'une résolution négociée de la crise ivoirienne ont contraint le Vatican à publier un communiqué martelant que « le Saint-Siège et son représentant en Côte d'Ivoire sont et restent impartiaux dans la résolution de la crise postélectorale. » Ce qui ne signifie pas que les clivages ont disparu.

Le cas du chef d'état-major, Philippe Mangou

Le chef d'état-major des armées ivoiriennes, le général quatre étoiles Philippe Mangou a radicalisé son discours ces dernières semaines. Il n'hésite plus à mettre en garde sévèrement les casques bleus des Nations unies et les forces de Licorne, l'opération de l'armée française en Côte d'Ivoire. Bon vivant, riche propriétaire foncier et immobilier, il n'entreprendra rien qui compromettra la pérennité de ses « biens ». De toute façon, Gbagbo n'a jamais placé une confiance aveugle dans son chef d'état-major.

Que prépare la cour pénale internationale?

Le procureur de la CPI Luis Moreno-Ocampo a convoqué son équipe le 10 janvier. Son bureau recevant régulièrement des informations sur les exactions commises depuis 2002, le pays est « sous analyse » (stade précédant l'ouverture d'une enquête). Pour le moment, rien ne lui permet de conclure à l'existence de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le bureau du procureur reste néanmoins sur ses gardes. Dans la crise actuelle, il entend jouer un rôle dissuasif. Aucune des parties ne serait épargnée par une enquête globale.

L'Expression (Tendance RDR) - Tueries à Abobo/Sékongo Félicien, porte-parole des FN accuse : « Ce sont des combats entre Fds et milices étrangères »

Le point de presse des FN, d'hier, portant sur les récentes tueries d'Abobo s'est voulu comme un démenti formel aux accusations portées par le gouvernement illégal d'Aké N' Gbo contre le mouvement de Guillaume Soro. Face à la presse au cabinet civil des FN, Sékongo Félicien a indiqué que son mouvement n'est ni de près, ni de loin impliqué dans ces affrontements qui viennent pour une énième fois d'endeuiller des familles ivoiriennes.

Soir Info (Tendance FPI) - Affrontements interethniques hier à Lakota, de nombreux morts

La ville de Lakota, à environ 300 km au nord d'Abidjan, réputée fief de Laurent Gbagbo, a été le théâtre de violents affrontements des communautés cohabitant dans ladite localité hier mercredi 12 janvier 2011, selon une source indépendante que nous avons jointe en début d'après-midi. Il y a « eu, au moins 8 morts », affirme Mme J.B.G, une habitante de Lakota. Un bilan minoré par une source policière.

JEUDI 27 JANVIER 2011

Le Patriote - [Human Rights Watch accable Gbagbo, ses miliciens et ses mercenaires](#)

Les forces de sécurité sous le contrôle de Laurent Gbagbo, ainsi que les milices qui le soutiennent, ont commis depuis fin novembre 2010 des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des viols, et ont procédé à des disparitions forcées, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Une enquête approfondie sur les exactions perpétrées dans la capitale commerciale de la Côte d'Ivoire, Abidjan, a révélé une campagne souvent organisée de violences visant les membres des partis politiques d'opposition, les groupes ethniques du nord du pays, les musulmans et les immigrés des pays ouest-africains voisins, a indiqué Human Rights Watch. [...]

LUNDI 31 JANVIER 2011

Le Patriote - [La CPI enquête sur les attaques contre l'ONU](#)

« Plusieurs Casques bleus ont été attaqués en Côte d'Ivoire depuis la présidentielle contestée du 28 novembre. L'ONU a mis ces attaques sur le compte des partisans du président sortant Laurent Gbagbo, à qui la communauté internationale demande d'abandonner le pouvoir. L'ONU accuse le camp Gbagbo d'utiliser la radiotélévision ivoirienne (RTI) pour disséminer des informations fausses sur l'ONU, afin d'inciter la population à la haine.

JEUDI 3 FÉVRIER 2011

Xinhua - [Plus de 200 habitations incendiées lors du conflit intercommunautaire à l'ouest du pays](#)

La dépêche : ABIDJAN - Quelque 230 habitations ont été incendiées lors du conflit inter communautaire qui a secoué le département de Duékoué (500 kms à l'ouest du pays), a révélé mercredi à Abidjan le directeur national du service social de l'église catholique de Côte d'Ivoire (Caritas) René Agoh. Selon M Agoh qui évaluait la situation humanitaire à l'ouest du pays lors d'une conférence de presse qu'il co animait avec le Rotary international , 73 maisons ont été aussi pillées et 57 magasins détruits par le feu. "33 hôtels ont été pillés, et une pharmacie saccagée", a ajouté par ailleurs M Agoh, prêtre catholique dont la communauté a géré les premières heures de la crise humanitaire engendrée par le conflit.

JEUDI 10 FÉVRIER 2011

Reuters - [Les violences ont fait près de 300 morts en Côte d'Ivoire](#)

Au moins 296 personnes ont trouvé la mort au cours de violences postélectorales en Côte d'Ivoire depuis la mi-décembre, a annoncé jeudi la mission des Nations unies.

11 FÉVRIER 2011

Unicef - [Families cope with life in a divided nation](#)

(TIEBISSOU) – Theresa Konan lives in a small town, near this West African nation's 'zone de confiance,' a militarized boundary that separates the country into two territorial parts. Last month, the two presidents' rival forces skirmished in the village of Yaakro, just 2 km from Tiebissou. After the incident, Forces de Défense ordered the town's 2000 residents to evacuate. Today the village is an armed camp, occupied only by soldiers. Soon after the evacuation, Therese Konan found herself hosting 91 displaced relatives. She also has eight children of her own, bringing the household count to 99. (...) Dr. Leonard Kouadio, Health Officer in UNICEF's field office in Bouake : "Hosting such a large group is difficult for families. There is one toilet and shower for 99 people, and there are serious protection issues for the children." UNICEF has started delivering emergency supplies to overburdened households here including bed nets to protect children from malaria.

Source: http://www.unicef.org/infobycountry/cotedivoire_57649.html

21 FÉVRIER 2011

AFP - **Blaise Compaoré renonce à se rendre à Abidjan (panel)**

Blaise Compaoré, médiateur dans la crise ivoirienne, ne viendra pas en Côte d'Ivoire « pour des raisons de sécurité ». La dépêche constate que « Le camp du président ivoirien sortant Laurent Gbagbo s'était mobilisé depuis plusieurs semaines contre la venue de Blaise Compaoré, accusé de soutenir Alassane Ouattara, reconnu président élu de Côte d'Ivoire par une grande partie de la communauté internationale après le scrutin du 28 novembre. Plus d'un millier de jeunes pro-Gbagbo étaient d'ailleurs rassemblés dimanche soir à l'aéroport d'Abidjan pour contester sa visite, selon des sources concordantes ». La télévision publique ivoirienne RTI a montré par ailleurs que le drapeau burkinabè n'avait pas été hissé à l'aéroport au côté de ceux des autres pays du panel de présidents africains.

Soir info - [Les FN préparent une offensive sur Abidjan](#)

Le quotidien France-Soir titre : « Vers un conflit ouvert en Côte d'Ivoire ». Une offensive des Forces armées des Forces nouvelles (Fafn) serait imminente sur le palais présidentiel à Abidjan pour y déloger Laurent Gbagbo. France-Soir cite une source militaire à Lomé : « Une offensive des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) qui tiennent le Nord depuis 2002, serait en préparation et pourrait survenir rapidement. » Guillaume Soro a affirmé hier, lors de son déplacement chez Faure Gnassingbé, que son camp était « armé et déterminé à se défendre », écartant tout partage du pouvoir avec Laurent Gbagbo et ne croyant pas à la médiation des chefs d'Etat africains en Côte d'Ivoire. ([Lire](#))

Le Pays (sur Faso.net) - **La trompette du nationalisme (opinion – extrait)**

Ainsi, Gbagbo et les siens ont plus que jamais embouché la trompette d'un nationalisme outré, stigmatisant l'intrusion de la communauté internationale dans les affaires d'un petit pays souverain. Ils espèrent ainsi faire oublier que c'est sur leur requête que l'espace national a été envahi, les forces rebelles bloquées dans leur progression et que la communauté internationale a entériné les mandats successifs du président Gbagbo à la tête de la Côte d'Ivoire. Et ce, jusqu'au verdict des urnes, que l'on s'est plu à contester une fois l'échec confirmé. Dans le camp opposé, la situation n'en est pas moins périlleuse. On sent le chef du gouvernement ivoirien sorti des urnes très peu confiant par rapport aux « décisions contraignantes » devant sortir des conciliabules du panel (...) Acteurs politiques ivoiriens et négociateurs du panel doivent savoir faire preuve de sagesse pour redonner à la Côte d'Ivoire et surtout à l'Afrique qui vote, des raisons d'espérer.

MERCREDI 23 FÉVRIER 2011

Nord-Sud (Proche de la Primature) - **Panel : l'Onu redoute la guerre civile en cas d'échec**

L'avenir de la Côte d'Ivoire repose sur les épaules des cinq Chefs d'Etats mandatés par l'Union Africaine pour résoudre la crise ivoirienne. Ils doivent impérativement réussir la médiation dite de la dernière chance à eux confiée par la communauté internationale. Ce succès escompté à l'intervention du panel devrait épargner au pays un bain de sang dont les affrontements entre forces de l'ordre et civils sont le signe avant-coureur. L'Onu partage la même inquiétude, elle qui a tiré la sonnette d'alarme la veille de l'arrivée du panel. «Le clan Gbagbo a une longue tradition de mobilisation de miliciens et de foules très hostiles et armées qu'il tente actuellement de mobiliser. Chaque semaine, nous constatons des tentatives de mobilisation », a déclaré jeudi le commissaire Jean-Marie Bourry dans un entretien accordé au centre d'actualités de l'Onu. [...] Hier encore, l'institution internationale s'est inquiétée de la dégradation de la situation ivoirienne suite à la sévère répression de la protestation des militants du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp). « L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) déplore vivement le niveau de violence atteint depuis quelques jours lors de manifestations organisées dans la ville d'Abidjan et sa banlieue. », a écrit l'Onuci. Laquelle dénonce, par ailleurs, l'usage « disproportionné de la force » contre les civils. [...]

Soir Info (Tendance LMP) - **Les Forces nouvelles en alerte maximale à Bangolo**

L'appel à la révolution du Rhdp pour le départ de Laurent Gbagbo semble avoir eu un écho favorable dans les rangs des Forces nouvelles (Fn) basées dans la région de Bangolo. Selon nos sources, depuis quelques jours, ces Forces nouvelles ont entrepris de vastes mouvements visant à les rapprocher le plus rapidement possible d'Abidjan, dans l'objectif, dit-on, de chasser Laurent Gbagbo du pouvoir.

Soir Info (Tendance LMP) - **Les Fds en position avancée à Tiébissou**

Le 21 février, une rumeur a ci reculé à Tiébissou à l'effet que des hommes armés en provenance du nord du pays, devaient attaquer imminemment les Forces de défense et de sécurité (Fds) à Tiébissou. Les Fds qui ont pris l'affaire au sérieux, ont dû avancer de leur poste de Yaakro à N'gattadolikro. Cette position avancée devait leur permettre de contenir l'ennemi loin de la ville. L'attaque annoncée n'a pas eu lieu.

Notre Voie (Imp) - **[Attaque d'Abidjan hier : Les rebelles tirent sur les FDS à Abobo](#)**

Selon le quotidien « De violents combats ont opposé hier les forces de défense et de sécurité (FDS) et les rebelles d'Alassane Ouattara dans la commune d'Abobo. Les combats intervenus à la suite d'une opération de ratissage lancée par les FDS se sont précisément déroulés à N'dotré (PK18). Les rebelles tapis depuis quelques jours dans cette zone avaient l'intention, a-t-on appris de source militaire, de s'emparer de la maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA). Tout l'après-midi d'hier a été émaillé de tirs à l'arme lourde, à en croire des riverains. Le camp commando de la gendarmerie d'Abobo et le camp militaire d'Anyama seraient également dans le viseur des rebelles d'Alassane Ouattara.

La Croix.com - **[Guillaume Soro tente de rallier les militaires à Ouattara](#)**

Depuis le Sénégal, l'ex chef rebelle, premier ministre du président élu Alassane Ouattara, explique pourquoi il compte sur la pression populaire et le ralliement d'officiers pour chasser Laurent Gbagbo du pouvoir. Le camp d'Alassane Ouattara, reconnu vainqueur des élections en Côte [...]

JEUDI 24 FÉVRIER 2011

AIP - **Le préfet d'Oumé appelle à la solidarité entre autochtones et allochtones**

Le préfet du département d'Oumé, Sahouan Clahi Roland, a exhorté, samedi, les populations autochtones et allochtones à resserrer les liens d'amitié et de fraternité qui sont mis à mal pendant cette crise postélectorale. « Ce n'est pas à cause de la politique que vous allez briser les liens fraternels quand on sait que depuis belle lurette vous vivez en parfaite harmonie. Songez plutôt à développer le département, bannissez de votre cœur les rancunes, faites la paix et réconciliez-vous », a-t-il conseillé à ses administrés lors d'une rencontre de sensibilisation à la cohésion sociale.

RFI - **[L'Onuci annonce des combats entre pro-Gbagbo et Forces nouvelles dans l'Ouest](#)**

Ce jeudi 24 février au matin, on a appris que des combats entre Forces de défense et de sécurité, fidèles à Laurent Gbagbo, et Forces armées des Forces Nouvelles, qui soutiennent son rival Alassane Ouattara, ont débuté mercredi 23 février dans l'ouest du pays. Pour l'heure, pas encore de bilan précis de cet affrontement, mais l'ONUCI, la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire, s'inquiète d'une reprise du conflit armé et donc d'une violation du cessez-le-feu en vigueur.

VENDREDI 25 FÉVRIER

RFI - [La tension monte et s'étend](#)

Pas un jour sans que des tirs soient entendus dans les quartiers favorables à Alassane Ouattara. Selon l'ONU, les violences de ces derniers jours ont fait au moins plusieurs morts, un bilan difficile à établir. Par ailleurs, un affrontement a eu lieu, jeudi 24 février 2011, dans l'ouest du pays près de la frontière libérienne. La Radio ajoute « Plus les jours passent, plus l'arc de contestation s'étend sur Abidjan. C'est dans les quartiers nord d'Abobo que la tension reste, et de loin, la plus forte. Un commando d'insurgés armés y affronte quasi quotidiennement les forces de défense et de sécurité. Koumassi et Treichville ont été plus calmes ce 24 février mais, fait nouveau, des violences se sont produites à Attécoubé.

Mardi 1^{er} mars 2011

Le Temps - [Stéphane Kipré : «Que chaque pays africain rappelle son contingent»](#)

Parti soulager les victimes de l'Onuci à Daloa (1 mort et plusieurs blessés), le président de l'Union des nouvelles générations (Ung), a demandé aux pays africains de retirer au plus vite, leurs troupes de l'Onuci. C'était le week-end dernier, en réaction face à « la barbarie » des hommes de Choï dans la crise ivoirienne.

MERCREDI 2 MARS 2011

Reuters - [Des Ivoiriens pro-Gbagbo s'en prennent aux commerces étrangers](#)

De jeunes partisans du président ivoirien sortant Laurent Gbagbo se sont livrés mardi à des actes de violence dans le quartier commerçant d'Abidjan où ils ont pillé des commerces tenus par des étrangers, a rapporté un journaliste de Reuters. Ces violences font suite à un appel lancé vendredi par Charles Blé Goudé, chef de file des jeunes partisans de Gbagbo, contre ce qu'il qualifie d'insurrection visant à évincer le président sortant au profit de son rival Alassane Ouattara.

AFP - [Combats à Abidjan: des civils « pris au piège », s'alarme le HCR](#)

Le HCR réclame « un accès humanitaire » à la population. Le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) s'est inquiété mardi du sort de civils pris au piège dans un quartier d'Abidjan où se sont affrontés la semaine dernière forces fidèles au président ivoirien sortant Laurent Gbagbo et insurgés armés. Dans le quartier d'Abobo (nord), fief du rival de M. Gbagbo, Alassane Ouattara, « certaines informations font état d'un grand nombre de corps sans vie, de bus réduits en cendres, de magasins pillés et de jeunes miliciens qui attaquent les maisons », indique l'agence onusienne sur son site internet. Elle se dit « préoccupée par la situation des civils pris au piège » à Abobo. Alors que des milliers de familles ont fui le quartier après ces combats à l'arme lourde, le HCR, s'appuyant sur des témoignages, avance que « des groupes armés auraient empêché d'autres habitants de partir ».

MERCREDI 9 MARS 2011

Le Temps (Tendance LMP) - [Invitation de Laurent Gbagbo à Addis Abeba / Stéphane Kipré : «La solution se trouve en terre ivoirienne »](#)

Le Président Stéphane Kipré de l'Ung, s'est prononcé sur l'invitation faite par le panel de chefs d'Etat au président Laurent Gbagbo, dans le cadre de la résolution pacifique de la crise ivoirienne. «(...) Arrêtons de régler les conflits en dehors du peuple. Si des accords en dehors d'Abidjan pouvaient ramener la paix, avec Marcoussis, Pretoria et Ouagadougou, la Côte d'Ivoire serait sortie du tunnel depuis longtemps. (...) La guerre civile tend souhaitée par la communauté internationale n'arrivera pas en Côte d'Ivoire. Parce que l'engagement que les Ivoiriens ont pris est de s'asseoir et de discuter. (...)»

Le Patriote (Tendance RHDP) - [Journée internationale de la femme / Marcory : Une marée humaine salue la mémoire des braves femmes](#)

Des centaines de femmes, le visage marqué par la tristesse, tiennent des bougies allumées. Des gerbes de fleurs sous une chapelle ardente dressée pour la circonstance où sont disposées les photos des huit femmes sauvagement tuées à Abobo par les hommes de Gbagbo, accueillent en file indienne, des femmes de noir vêtues pour certaines, de blanc pour d'autres. Dans le recueillement, avec des chants liturgiques, en pleurs et en prières, elles sont sorties de toutes les artères de la commune de Marcory pour rendre hommage à ces braves dames mortes pour le triomphe de la démocratie en Côte d'Ivoire. L'émotion était pour le moins perceptible et même insupportable hier dans la grande salle du foyer de jeunes de Marcory Alliodan, hier. Une octogénaire, tenant à peine sur les jambes, entame un chant liturgique, répète le nom des huit femmes fauchées par les balles assassines de Gbagbo. Une vive émotion étreint la grande salle devenue exigüe pour la circonstance. « Fatouma, Adjara, Malon, Rokia, Ami, Moyamou, Massiami, les femmes de Côte d'Ivoire vous rendent hommage » chante, la vieille Konan Jeannette. Ensuite, place à la prière, l'imam Adams prie pour le repos de l'âme des femmes tuées le jeudi 03 mars dernier à Abobo. Mme Coulibaly Mariam Fétiugué et ses sœurs militantes du RHDP, mettent à profit cette mobilisation extraordinaire des femmes de Marcory pour lire une motion de soutien au président élu démocratiquement, le Docteur Alassane Ouattara. « Nous nous engageons et solennellement à rester debout et mobiliser pour le départ urgent et irréversible de l'ex-président Laurent Gbagbo du palais présidentiel » précise Mme Kouassi Claire porte-parole des femmes du RHDP. A peine la lecture de la motion terminée que sonne la révolte dans une salle archicomble. « Des Gbagbo assassin, tueur, dictateur, Simone une femme au cœur de pierre » fusent de toute part. En lieu et place de la journée internationale de la femme, les femmes ont célébré une journée de deuil national. Aussi dans **Le Patriote** ([Lire](#))

Nord-Sud (Tendance RHDP) - Les étrangers : les souffre-douleur de Gbagbo

(...) Avec l'impasse politique dans laquelle le pays se trouve plongé depuis quatre mois, les actes les plus ignobles à leur égard, ne cessent de se multiplier. Les ressortissants de la sous-région vivant en Côte d'Ivoire continuent, comme les Ivoiriens, de souffrir le martyr des fondateurs. Avec l'exacerbation de la tension politique, ils sont au cœur de la tension, considérés notamment dans plusieurs quartiers d'Abidjan, voire dans certaines villes de l'intérieur, comme des rebelles. En première ligne des attaques des partisans de Laurent Gbagbo, les Burkinabè, les Maliens, les Guinéens, les Sénégalais, les Togolais, les Nigériens, les Nigériens... A ceux-ci s'ajoutent depuis peu, les Mauritaniens. Le crime de ces expatriés, le soutien de leur pays et surtout de leur président, à Alassane Ouattara, dans le bras de fer qui l'oppose au chef de file de la majorité présidentielle, Laurent Gbagbo. Palpable depuis le déclenchement de la crise post-électorale, le sentiment de haine et d'hostilité à l'égard de ces étrangers s'est dangereusement accrue depuis que la Radiodiffusion-Télévision Ivoirienne (Rti) et d'autres organes proches du clan Gbagbo ont vertement accusé des Burkinabè et des Sénégalais de combattre aux côtés du "commando invisible" qui donne du fil à retordre aux soldats loyaux à Laurent Gbagbo, à Abobo. « Si l'on en croit des sources militaires, il y a un axe direct entre ce « commando invisible » et l'Ecomog, la force de la Cedeao, dont les soldats constitueraient l'ossature. Ce « commando invisible » serait en fait, selon nos sources, les phalanges des soldats de l'Ecomog, dont la présence en Côte d'Ivoire avait été signalée à Bouaké par la presse au mois de janvier dernier. Ce serait une force composée, notamment de militaires burkinabè, togolais, nigériens et sénégalais dont Soro Guillaume aurait obtenu récemment la mise sur pied, lors de ses tournées dans les capitales de ces pays. Les trois derniers pays auraient puisé dans le lot des anciens soldats de l'Onuci en Côte d'Ivoire tandis que le Burkina-Faso, lui, aurait déversé directement ses hommes à Bouaké », avait notamment rapporté un confrère de la place, dans son édition du 2 mars dernier. La mesure a été réévaluée, lorsque les "femmes patriotes", conduites par Gèneviève Bro Grébé, ont accusé, sur les antennes de la Rti, les soldats nigériens et togolais de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (Onuci), de les avoir molestées. « Cela est sans doute le prétexte des attaques dont les étrangers sont l'objet depuis quelques jours, à Yopougon. Ceux qui sont suspectés d'être des étrangers, sont purement et simplement immolés », raconte un témoin d'une scène horrible qui s'est déroulée à Yopougon et au cours de laquelle un charretier a été lynché, après avoir été accusé d'être un rebelle. C'est d'ailleurs dans cette même circonscription que les premiers commerçants mauritaniens ont vu leurs boutiques piller.(...)

JEUDI 10 MARS 2011

Geneva (IDN) - Ethnic tensions, religious and ethnic discrimination

In a decision under its early warning and urgent action procedure, the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD) has underlined its concern about reports of the seriously declining human rights and humanitarian situation in Cote d'Ivoire, including ethnic tensions, incitement to ethnic violence, xenophobia, religious and ethnic discrimination.(...) Violations include ethnic clashes that have resulted in deaths, numerous injured people, destruction of property, and the displacement of population inside and outside the country, the Committee added, reported UN News. The Committee also called on UN Secretary-General Ban Ki-moon to continue drawing the attention of the Security Council to the situation in Cote d'Ivoire, which "could evolve into a threat to international peace and security, along with extended violations of human rights and fundamental freedoms." Against this backdrop, Choi Young-jin, the UN special representative for Cote d'Ivoire, said on March 5 that the world body would send 2,000 more troops to the strife-torn country to reinforce the existing peacekeeping force there. (...) Copyright © 2011 IDN-InDepthNews | Analysis That Matters Follow us on Twitter: <http://twitter.com/InDepthNews>

RFI - Le chaos s'installe en Côte d'Ivoire

Avec tout d'abord ce cri de désespoir lancé par le quotidien ivoirien L'Intelligent : « Nous sommes bel et bien entrés dans la guerre civile. (...) Qu'on ne s'y trompe pas. D'Abobo à Yopougon, en passant par Koumassi et Adjamé, pour la capitale économique, Anyama, Abengourou, (...) Gagnoa, Daloa, Duékoué pour ne citer que ces villes de l'intérieur du pays, les affrontements interethniques, les assassinats ciblés, les actes de pillages, de casses et d'incendies de biens, meubles et immeubles, les cas de tortures et d'enlèvements d'hommes et de femmes et même d'enfants sont légion et laissent transparaître les symptômes d'une véritable guerre civile qui étend ses tentacules sur toute l'étendue du territoire au fur et à mesure que les jours passent. Et personne, déplore L'Intelligent, ne s'émeut de l'allure gravissime que prend cette crise. » Une inquiétude relayée par [L'Observateur](#), au Burkina : « affrontements dans l'intérieur du pays, personnes brûlées vives, résidences de personnalités saccagées et pillées, guérilla urbaine dans certaines villes. Plus inquiétante est la reprise des combats à l'Ouest, frontalier avec le Liberia, depuis fin février et qui fait craindre une reprise générale des hostilités le long de l'ancienne ligne de front de 2003-2004. Avec une

banalité effrayante, la guerre s'installe, constate le quotidien burkinabé, avec son lot quotidien de déplacés. Il en est déjà question de plus de 200.000. »

Soir Info (Tendance LMP) - **Gagnoa : Affrontements inter-communautaires - Plusieurs blessés par balles**

La tension est montée d'un cran dans la nuit du mardi 08 mars 2011 dans le petit village communal de Barouhio (3 km de Gagnoa), entre les jeunes de cette localité et d'autres jeunes issus du quartier Dioulabougou. Cette vive tension a débouché malheureusement sur des affrontements, soldés par plusieurs blessés à la chevrotine. Tout est parti d'une affaire de groupe d'auto-défense mis sur pied par la communauté de Barouhio dans la nuit du 8 mars pour la sécurisation du village situé à proximité du vaste quartier Dioulabougou majoritairement habité par des ressortissants de la Cedeao. Une information faisant état de ce que le village serait l'objet d'attaque par des rebelles qui seraient déjà positionnés dans la cité du Fromager, les populations autochtones ont décidé d'assurer leur propre sécurité en dressant des barricades sur les principales artères. Ainsi, aux environs de 23 h, un jeune de Dioulabougou se réclamant de la sécurité du Rhdp de Gagnoa est stoppé sur sa moto à un des barrages d'auto-défense. Là, il est invité à présenter ses pièces avant de passer ledit barrage. Toute chose que ce dernier aurait refusé catégoriquement. Il est alors pris à partie par ces jeunes gens en charge de la surveillance de leur village. Sa moto est confisquée. Acculé, ce jeune parvient à s'échapper et alerte aussitôt ses partenaires postés eux aussi dans le quartier de Dioulabougou. Ceux-ci arrivent et entament une discussion qui ne portera pas de fruit. Les esprits se surchauffent alors et c'est « le clash ». Emportés, les jeunes de Barouhio cassent la moto à l'aide de morceaux de brique et de gourdins. Commence alors l'affrontement par des jets de pierres entre les deux camps opposés. Quelques moments après, ce sont des coups de feu qui partent de part et d'autre. Atteignant 8 personnes.